

Van Rompuy « Je ne crois pas à l'implosion »

ENTRETIEN ■

Herman Van Rompuy fut le président du Conseil de cette Europe qu'une majorité de Britanniques ont décidé de quitter.

Mardi, dans un échange de SMS, vous étiez très affirmatif : « Il n'y aura pas de Brexit ! »

Je croyais comme beaucoup qu'après l'assassinat de Jo Cox, les choses auraient changé. Et que la forte participation serait en faveur du « remain ». Aujourd'hui, je suis fâché car ce réfé-

rendum n'aurait jamais dû avoir lieu. Et l'Européen que je suis depuis mes 16 ans est triste, personnellement. Non pas que le projet de l'Union européenne soit en danger - je ne crois pas à cela - mais parce que c'est une amputation dont on n'a jamais cru qu'elle se produirait. L'Europe était un projet de paix, et la Grande-Bretagne a fait les guerres à nos côtés ; c'était un projet irréversible qui est devenu réversible.

Pourquoi le Brexit a-t-il gagné ?

C'est tout d'abord un calcul politique qui a mal tourné. Ajoutez à cela, le cas très spécifique de la Grande-Bretagne, avec un statut spécial qui influence évidemment la mentalité. C'est en cela que je ne pense pas que ce sera un précédent et que ce « divorce » sera suivi par la Tchéquie ou les Pays-Bas. Je ne crois pas une seconde à l'implosion de l'Europe. Si des pays qui appartiennent à la zone euro pensent à quitter l'UE ou à lancer un référendum, cela créera illico des tensions sur les marchés financiers : le coût de leur « exit » sera prohibitif.

Perdre les Britanniques pour l'UE, c'est dramatique ?

Sur le plan économique pour l'Union européenne, je ne me fais pas de souci. C'est le prix politique qui m'inquiète : cette amputation va affaiblir notre rôle

dans le monde, notre prestige. Poutine, lui, boit du petit-lait aujourd'hui, tout affaiblissement de l'Union le réjouit.

C'est aussi la colère des « gens » contre l'« establishment » ?

C'est plus compliqué que cela. L'aspect social, régional, générationnel joue. Mais le mot-clé c'est peur. Ici donc il y a un vote qui est aussi anti-establishment, un côté très national, où l'Europe joue le rôle de bouc émissaire. Mais ces aspects populistes se retrouvent dans pas mal de pays européens. La crise de la migration a aussi joué un rôle, très bizarrement car la Grande-Bretagne n'a pratiquement pas reçu de réfugiés de guerre.

Cette Europe vilipendée, vous l'avez en partie dirigée. Auriez-vous pu faire les choses autrement ?

Depuis 2007-2008, on a connu les crise bancaire, crise de la zone euro, crise sociale avec la hausse du chômage, le terrorisme, les réfugiés, la peur d'un scénario « ukrainien » pour les pays de l'Est. On en a maîtrisé certaines, mais le fait de travailler pendant des mois pour trouver soi-disant des résultats éclipse tout et crée un sentiment d'impuissance général. L'Europe, cela n'existe pas, ce sont des États membres : s'ils ne se mettent pas d'accord, on a tous un problème. Cela se retourne contre l'Union européenne et les gouvernements nationaux.

Il faut faire renaître le projet européen ?

Qu'est-ce que c'est renaître ? J'entends déjà les grands mots, le rêve, etc. Les pays fondateurs se réunissent ce week-end mais, entre la Belgique et les Pays-Bas, il existe des divergences profondes ; la France et l'Allemagne se parlent, mais il n'existe pas de moteur franco-allemand. Il faut rester réaliste. Pour moi, ce qui compte, c'est l'Europe des résultats pour combattre ce constat

d'impuissance. On a déjà obtenu des choses : la croissance économique a conduit à créer 5 millions d'emplois de 2013 à 2017. Pas de discours, pas de rêve, pas d'Etats-Unis d'Europe - personne ne croit pour le moment ou ne veut davantage de fédéralisme : ces grands mots ne touchent plus personne. Il faut juste montrer qu'on a la maîtrise de la situation et gérer des projets concrets. L'autre travail est l'approfondissement de l'Europe (énergie, numérique, euro).

Qui va faire cela ?

Il faudra attendre 2017, et les élections française et allemande. Les institutions peuvent toujours jouer un rôle mais, sans relais auprès d'Etats membres, c'est voué à l'échec. C'est la responsabilité de deux grands pays - je n'y associe pas de noms de personne : le moteur franco-allemand reste énorme. Il a toujours joué un rôle et doit se mettre à la hauteur de la situation.

C'est loin 2017.

J'espère qu'on aura la sagesse d'aller plus vite, mais il ne faut plus lancer de promesses qu'on ne peut pas tenir, c'est cela qui nourrit la crise de la démocratie.

Quid d'une Europe avec moins de membres ?

J'aurais soutenu cette idée il y a quelques années. Mais la situation m'oblige à dire que le monde a changé. Je crois plus à des projets réalistes, mais ambitieux.

La Belgique peut-elle jouer un rôle ?

Oui, pas en poussant des cris ou en lançant des slogans, mais en travaillant d'une façon concrète comme bâtisseur de ponts avec les acteurs existants et pas ceux dont on rêve. La Belgique a toujours cet esprit, quand j'entends le Premier ministre en tout cas, même si je sais qu'au sein du gouvernement, c'est plus nuancé. ■

Propos recueillis par
BÉATRICE DELVAUX